

# Travailleurs sans-papiers en lutte : BTP, Bouygues, Romainville...

mardi 21 octobre 2008, par [Correspondant\(es\)](#), [LACOMBE Eric](#) (Date de rédaction antérieure : 16 octobre 2008).

Sommaire

- [Intérimaires sans papiers \(...\)](#)
- [Sans-papiers en lutte à \(...\)](#)
- [Intérimaires du BTP en lutte](#)
- [Intérimaires sans papiers \(...\)](#)

## Intérimaires sans papiers chez Bouygues

Le 11 octobre, plusieurs centaines de salariés intérimaires sans papiers du bâtiment ont occupé un chantier de Bouygues, sur le site de l'université parisienne de Jussieu, avant de partir en manifestation vers la préfecture de police. À proximité de celle-ci, ils ont été encerclés pendant trois heures par des flics en tenue de combat, puis ils ont été escortés par groupes jusqu'au métro. Aucune arrestation n'a toutefois été effectuée.

L'Union syndicale Solidaires et l'association Droits devant !! avaient organisé cette action, à l'occasion des journées « Chantiers ouverts au public » de la Fédération française du bâtiment, afin d'exiger que le gouvernement régularise les travailleurs sans papiers sous contrat avec des agences d'intérim, et que les gros donneurs d'ordres (Bouygues, Vinci, etc.), qui abusent de contrats précaires envers ces salariés, leur délivrent des CDI, condition imposée pour la régularisation. Participaient à l'action, les intérimaires de Man BTP1, en grève depuis plus de trois mois, auxquels Olivier Besancenot est récemment venu apporter le soutien de la LCR.

Depuis des mois, les salariés sans papiers multiplient, avec courage et détermination, grèves et occupations. Nous exigeons leur régularisation globale, y compris pour ceux qui sont isolés (service d'aide à la personne) ou non déclarés.

1. Passez les soutenir au piquet de grève Man BTP, 5, rue Saint-Vincent-de-Paul, Paris 10<sup>e</sup> (site : [www.espoirs.info](http://www.espoirs.info)).

**Correspondant**

\* *Paru dans Rouge n° 2270, 16/10/2008 (Au jour le jour).*

---

## **Sans-papiers en lutte à Romainville**

Depuis le 19 août, dix-huit salariés sans papiers occupent le centre de traitement des ordures ménagères à Romainville (Seine-Saint-Denis). Dans cette usine, travaillent 165 salariés, sous l'égide d'un syndicat intercommunal (Syctom), rassemblant 83 communes d'Île-de-France, présidé par un adjoint au maire de Paris. Le Syctom a confié ce marché à Veolia, puis, depuis juin, à Urbaser, entreprise qui se targue de traiter écologiquement les ordures. Mais, pour ce qui est du traitement social, c'est l'enfer. Ici régnait une surexploitation éhontée de travailleurs immigrés d'Afrique. Plus de 60 % des salariés étaient en intérim, sur plusieurs années, dans l'illégalité.

En juin, Urbaser a carrément stoppé l'activité pendant une semaine, histoire de renvoyer des sans-papiers à leur clandestinité. Ce sont les boîtes d'intérim, main dans la main avec leur donneur d'ordre, qui se chargent de désigner ceux dont le contrat est « en fin de mission », quitte à en reprendre des nouveaux. Dix-huit salariés sont donc allés chercher la CGT afin d'entamer une lutte pour l'emploi en CDI, condition pour obtenir des papiers. Les élus de gauche sont directement interpellés par cette lutte. C'est donc une nouvelle étape du combat des sans-papiers qui se joue : emploi en CDI, contre l'intérim, droit aux papiers, droits sociaux, alors que les conditions de travail de la déchetterie sont moyenâgeuses et dangereuses pour la santé.

La LCR et le NPA Romainville proposent une solidarité unitaire avec le Comité citoyen, Lutte ouvrière et le PCF.

### **Correspondant**

*\* Paru dans Rouge n° 2264, 04/09/2008 (Au jour le jour).*

---

## **Intérimaires du BTP en lutte**

Mardi 26 août, à l'appel de l'Union syndicale Solidaires et de Droits devant !!, près de 500 travailleurs intérimaires sans papiers du bâtiment et des travaux publics (BTP) ont manifesté autour d'un des chantiers du groupe Vinci, sur l'esplanade de la Défense.

Les grands groupes du BTP, comme Bouygues, Eiffage et Vinci, ont largement recours à des sous-traitants et à l'intérim. Ils représentent 30 à 50 % de la main-d'œuvre de leurs chantiers. En toute connaissance de cause, ils emploient ainsi indirectement des sans-papiers, profitant d'une main-d'œuvre privée de tout droit. Les salariés de plusieurs agences d'intérim se sont mis en grève pour exiger leur régularisation. Chez Man BTP, par exemple, 88 travailleurs, en grève depuis le 3 juillet (lire Rouge n° 2261 et ci-dessous) occupent leur agence. Vendredi 29 août, les intérimaires sans papiers ont manifesté devant le siège de Bouygues à Paris, puis devant celui d'Eiffage, le constructeur du viaduc de Millau. Des délégations ont été reçues par des dirigeants de ces entreprises, une première !

Le gouvernement a créé une procédure de régularisation par le travail, nécessitant la collaboration des employeurs. Plusieurs grèves ont déjà permis aux salariés d'obtenir leur régularisation, les employeurs signant promesses d'embauche et CDI. Mais cette procédure refuse de prendre en compte le cas des intérimaires. Pour permettre leur régularisation, ceux-ci exigent donc des grands groupes une promesse d'embauche.

Pour Martin Bouygues, la régularisation des sans-papiers « *est une question politique qui ne [le] concerne pas* ». Pour le président d'Eiffage, « *si l'on démontre que des ouvriers ont travaillé longtemps pour nous ou nos sous-traitants, et sont compétents, nous les embaucherons* ». Vinci serait prêt à discuter.

Les intérimaires sans papiers travaillent depuis des années pour les grandes entreprises du BTP, ils payent des cotisations sociales et des impôts. Ils doivent pouvoir rester et vivre dignement, avec des papiers. La mobilisation commence à faire bouger les choses. Elle doit s'amplifier et appelle le plus large soutien.

### **Éric Lacombe**

*\* Paru dans Rouge n° 2264, 04/09/2008 (Au jour le jour).*

---

## **Intérimaires sans papiers en grève**

Dans la continuité des grèves de salariés sans papiers entamées mi-avril, plusieurs dizaines de travailleurs, employés par la société d'intérim Man BTP, sont en grève, depuis le 3 juillet, avec leur syndicat, Solidaires. Cette entreprise, qui possède trois agences, emploie des salariés travaillant sur les chantiers gérés par les grandes sociétés du bâtiment. L'une des agences [1], près de la gare du Nord, est occupée jour et nuit. Au bout d'une semaine, les grévistes sont passés de 80 à 130 et de nombreux salariés d'autres entreprises d'intérim se déclarent prêts à suivre leur exemple, le quartier regorgeant de ces marchands de main-d'œuvre.

Les grévistes ont besoin de soutien, car leur employeur les provoque (impossibilité d'accéder aux toilettes, présence d'un maître-chien la nuit dans les locaux, sonneries de téléphone continues pour les empêcher de dormir) et la préfecture multiplie les obstacles à la prise en compte de leurs dossiers de régularisation, réclamant une continuité d'emploi chez Man BTP (où, par nature, l'intérim est... intérimaire), l'engagement des donneurs d'ordre à embaucher ces salariés, etc. Un comité de soutien unitaire, dont la LCR est partie prenante, s'est très rapidement mis en place et une première réunion publique s'est tenue, en solidarité, une semaine après le début de la grève. N'hésitez pas à passer pour apporter votre soutien, discuter ou aider à distribuer le tract unitaire, car les vacances arrivent et le gouvernement spéculé sur l'essoufflement et l'isolement de la lutte.

### *Notes*

1. 5, rue Saint-Vincent-de-Paul, 75010 Paris.

### **Correspondant**

*\* Paru dans Rouge n° 2261, 17/07/2008 (Au jour le jour).*